

Exploiter les ressources de l'entreprise

Céline Séguin

Soudeur, technicien en bâtiment, estimateur en construction, informaticien, autant d'emplois en demande exigeant une formation secondaire ou collégiale avec stages en milieu de travail. Hélas, plus de 40 % des jeunes décrochent avant le diplôme secondaire, tandis que d'autres doivent composer avec des parents qui favorisent l'université.

La formation professionnelle et technique, en particulier au secondaire, a longtemps été le parent pauvre du système d'éducation, rappelle Marcelle Hardy, professeure au Département d'éducation et de formation spécialisées, qui étudie les expériences de collaboration école-entreprise et leurs retombées sur la qualité de la formation.

À la suite du Rapport Parent, souligne-t-elle, les programmes de formation professionnelle sont passés des écoles de métier aux polyvalentes. «On souhaitait ainsi contrer la ségrégation, mais finalement, on n'a fait que l'accentuer. Dans les années 70, cette formation s'est détériorée : abandons, échecs, insatisfaction des entreprises...» Mais les choses ont changé.

Depuis la fin des années 80, les étudiants en difficultés d'apprentissage ne sont plus rattachés à la formation professionnelle (mais à l'adaptation scolaire) tandis que les candidats au diplôme d'études professionnelles (DEP) doivent réussir leurs cours de maths et de français. «Désormais, l'entreprise se montre satisfaite de la relève. C'est pas parfait, mais on ne peut plus dire que c'est une voie de garage!», lance la chercheuse.

Des stages à «connecter»

Mme Hardy et son équipe ont no-



Photo : Nathalie St-Pierre

Marcelle Hardy, professeure en éducation et chef de réseau du Groupe inter-universitaire de recherche en formation emploi (GIRFE).

tamment réalisé plusieurs études de cas sur la formation en alternance (programme de 1800 heures, comportant de deux à cinq stages) offerte dans des programmes professionnels au niveau secondaire. «On a travaillé avec quatre écoles proposant des stages en mécanique industrielle, machinerie fixe, dessin de bâtiments... Nous voulions identifier les conditions d'émergence des collaborations école-entreprise et leurs effets sur l'école, les enseignants, les programmes, l'entreprise et les étudiants.»

«Nous avons constaté que la ma-

jorité des stages ou expériences en entreprise visait une insertion rapide dans le milieu de travail. L'élève apprend à exécuter des tâches et à respecter des consignes, mais son apprentissage est supervisé de façon plus ou moins étroite.»

Néanmoins, dit-elle, les étudiants disent apprécier baigner dans le milieu de travail pour y acquérir des savoir-faire. «Le stage les motive et leur fait mieux comprendre les apprentissages réalisés en classe. Ça leur permet de confirmer leurs choix professionnels ou de constater qu'ils devraient se réorienter. Bref, c'est

un «plus» mais ça pourrait être tellement davantage!»

Le secret du succès

Pour Mme Hardy, l'approche idéale consisterait «à profiter du potentiel de l'entreprise, des imprévus qui surviennent, des contrats en cours, des équipes de travail, de la complexité des tâches, bref, de la réalité qui s'y vit, tout en connectant cela aux apprentissages théoriques.»

Selon Mme Hardy, un plan de formation en entreprise, adapté à la nouvelle économie du savoir, devrait comprendre une séquence d'activités se complexifiant graduellement pour permettre à l'étudiant d'accéder aux processus et résultats de l'activité productive. «Le stagiaire devrait bénéficier d'un tuteur expérimenté. Il devrait aussi se voir confier des activités favorisant la résolution de problème qui stimule l'autonomie, la créativité, l'imagination.»

Pour ce faire, divers obstacles doivent être levés. Ses recherches révèlent le peu d'outils dont disposent les enseignants qui encadrent les stagiaires. «Ils font de leur mieux avec le bagage qu'ils ont. La plupart, rémunérés à la leçon, ont plusieurs années d'expérience pratique dans leur domaine mais aucune formation en pédagogie. Toutefois, depuis septembre dernier, les personnes offrant 256 heures ou plus d'enseignement devront s'engager dans un processus de formation. On peut donc s'attendre à des changements.»

Les tuteurs en entreprise, ajoutet-elle, ne reçoivent qu'un petit guide réalisé par le MEQ. «Souvent, l'employé qui encadre le stagiaire n'obtient aucune reconnaissance pour son travail : sa tâche n'est pas allégée et la production ne doit pas être affectée. Des tuteurs déplorent aussi le peu de communication entre l'école et

l'entreprise.» Évidemment, la situation varie d'une entreprise à l'autre. Ainsi, Mme Hardy a constaté que lorsque des entreprises sont en recrutement, l'étudiant est mieux encadré, le stage devenant un moyen de sélection de la main-d'œuvre.

Pour améliorer la formation

Marcelle Hardy compte pousser plus loin l'analyse dans le cadre d'une nouvelle recherche portant sur les apprentissages développés lors de stages en entreprises par des élèves qui postulent un DEP ou un DEC technique.

«La recherche portera sur quatre programmes : soutien informatique, technique de l'informatique, techniques d'usinage et génie mécanique, secteurs où il y a une bonne tradition de formation en alternance. Dans la première étude, c'était nouveau, mais depuis, les gens ont eu le temps de s'améliorer. Par ailleurs, nous aurons l'occasion d'explorer la question au niveau collégial.»

Des entrevues seront menées auprès des élèves (à la fin de chacun de leurs quatre stages en entreprise), de leur tuteur et de leurs enseignants. Au total, 400 entrevues sont prévues. Le projet, subventionné par le CRSH, bénéficie de partenariats avec des établissements scolaires, un comité sectoriel de la main-d'œuvre et le ministère de l'Éducation. «L'étude favorisera la conscientisation des divers acteurs aux faiblesses et aux limites de la formation. Elle pourra aussi inciter les décideurs à revoir les modes d'encadrement offerts par l'école et l'entreprise et à repenser l'arrimage des savoirs théoriques et pratiques, à la lumière des expériences les plus positives qui auront été identifiées», de conclure la professeure ●

L'UQAM / le 20 octobre 2003